

Commerce Droits de douane : l'Europe au pied du mur face à Trump // PP. 16-17



Droits de douane : l'Europe au pied du mur face à Trump

Les Vingt-Sept ont encore dix jours pour se mettre d'accord avec Donald Trump sur les droits de douane, sauf si la pause des tarifs est reconduite.

COMMERCE
Guillaume de Calignon

Le choc des droits de douane américains se rapproche à grande vitesse pour l'Union européenne. C'est le 9 juillet que la pause sur les tarifs douaniers, décrétée mi-avril par Donald Trump, arrive à échéance pour le reste du monde. Sauf pour la Chine et Royaume-Uni, qui sont les deux seuls pays à avoir signé un accord commercial. Dans les états-majors des multinationales européennes mais aussi des entreprises exportatrices plus petites, on croise les doigts fébrilement, en espérant que le marché américain, qui représente 30 % de la consommation mondiale, ne se ferme pas. Il faut dire qu'avec 532 milliards

d'euros d'exportations européennes qui ont pris la direction de l'Amérique l'an dernier, l'enjeu est énorme.

Donald Trump entend taxer tous les produits entrant aux Etats-Unis à 10 %, en ajoutant des droits de douane supplémentaires de 20 % pour l'Europe. Mais il a menacé de les monter à 50 %. Scott Bessent, le secrétaire américain au Trésor, a certes semblé ouvert vendredi à une extension de la pause, estimant que les accords pourraient être conclus d'ici au 1^{er} septembre. Mais à Bruxelles, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, est restée droit dans ses bottes, indiquant que « toutes les options (restaient) sur la table ». Sous-entendu : y compris des mesures de rétorsion européennes.

Parmi les pays membres, la France est apparue plus intransigente et prête à en découdre avec le président américain. Pourtant, l'UE n'est pas en position de force puisqu'elle dégage un excédent commercial avec l'Amérique. Et de nombreux secteurs économiques français, fortement exportateurs,

seraient les premières victimes d'une guerre commerciale longue.

A l'inverse, l'Allemagne donne des gages au président américain. « *Le plan de relance allemand, voté cette semaine, change la donne* », estime Mathilde Lemoine, cheffe économiste du Groupe Edmond de Rothschild. « *Dans la négociation avec Donald Trump, c'est un point important. Car en mettant 850 milliards d'euros sur la table pour relancer son activité et investir dans les infrastructures et l'armement, l'Allemagne va permettre de faire reposer la croissance européenne plus sur la demande interne que sur les exportations et va soutenir l'euro* », explique-t-elle. Car la sous-évaluation de l'euro ainsi qu'une activité économique tirée par les marchés extérieurs sont les deux grandes critiques que les Etats-Unis font à l'Europe, comparables à celles que faisait Ronald Reagan au Japon dans les années 1980. Sans compter que les pays européens se sont engagés à monter leur budget de la défense à 3,5 % de leur PIB d'ici à 2035 (et même 5 % en incluant toutes les dépenses de « sécurité »), comme le



leur demandait Donald Trump.

Pas totalement désarmée

L'Europe n'est pas totalement désarmée. D'abord parce que si les produits européens étaient taxés à 10 %, les exportations chinoises à 30 % et l'acier et l'aluminium à 25 %, alors le PIB américain serait amputé de 2 points d'ici à 2026, par rapport au niveau qu'il aurait atteint sans protectionnisme, a calculé Mathilde Lemoine.

Pour l'UE, la facture serait moins lourde puisque son PIB serait inférieur de 0,5 point. Et si les droits de douane atteignaient finalement le niveau annoncé le 2 avril c'est-à-dire 30 % pour l'UE, alors le PIB des Etats-Unis chuterait de 3,8 points et celui des Européens, de seulement 0,8 point. Mais certains secteurs économiques fortement exportateurs seraient plus sévèrement affectés. Et ce serait encore pire si Donald Trump mettait à exécution sa menace de taxer les produits européens à 50 %. Dans ce cas, les exportations européennes vers les Etats-Unis pourraient rapidement être divisées par deux. Certes, il existe des moyens pour Bruxelles de se défendre. « Les Européens

peuvent taxer des produits américains spécifiques, idéalement à la fois pénalisants pour les Etats-Unis et aisément substituables par de la production domestique ou des importations en provenance d'autres pays », selon Jean-Christophe Caffet, chef économiste de Coface.

Les économistes du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) jugent qu'il est possible d'infliger aux Etats-Unis des pertes de marché équivalentes à celles subies par les exportateurs européens en taxant environ un millier de groupes de produits à 40 %, mais que cela risque « d'entraîner une spirale de conflit commercial, coûteux pour les deux parties ».

Front asiatique

« Ils ont aussi la possibilité de restreindre l'accès des entreprises américaines aux marchés publics, voire de suspendre les droits de propriété intellectuelle américains, de taxer les services numériques ou encore de contrôler les prises de participations d'investisseurs américains dans des entreprises européennes », poursuit Jean-Christophe Caffet. « Mais de telles décisions entraîneraient une montée des tensions », ajoute-t-il.

L'arme nucléaire serait d'empêcher l'épargne européenne de partir de l'autre côté de l'Atlantique pour financer l'économie américaine. Mais il y aurait nécessairement un effet boomerang, les banques européennes détenant des bons du Trésor américains seraient elles aussi affaiblies. Quoi qu'il en soit, même en cas d'accord avec l'Amérique, les tribulations commerciales ne vont pas s'arrêter là. « L'Europe est prise en tenaille entre les Etats-Unis et la Chine qui redirige ses exportations vers le Vieux Continent, et dont l'industrie concurrence désormais frontalement celle des pays européens sur les marchés tiers », souligne Mathilde Lemoine. En conséquence, « l'UE n'a qu'un moyen pour sauver son industrie, c'est de négocier des quotas d'importations chinoises et d'exportations européennes vers la Chine avec Pékin », considère l'économiste. Avant de s'engager sur ce front asiatique, encore faudrait-il avoir au préalable déminé le front atlantique. Le compte à rebours est enclenché... ■

